



**Direction Régionale  
de l'Environnement**

Nord - Pas de Calais

# **MARCHE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE**

**TRAVAUX**

Article 28 du code des marchés  
publics

**Pouvoir adjudicateur : Ministère de l'Écologie du Développement et de  
l'Aménagement Durables  
Direction Régionale de l'Environnement du Nord-Pas de Calais**

**Ordonnateur de la dépense : Direction Régionale de l'Environnement du Nord-Pas de  
Calais  
107 boulevard de la Liberté 59041 LILLE Cedex**

**Représentant du pouvoir adjudicateur : le Directeur Régional de l'Environnement**

**Comptable assignataire de la dépense : Monsieur le Trésorier Payeur Général  
Trésorerie Générale du Nord  
82 avenue Kennedy  
59041 Lille cedex**

**Exercices 2007 à 2009**

**Imputation budgétaire : BOP 181 sous action 137**

**N° du marché**

**200700011**

**Code nomenclature**

**Intitulé : Petits travaux de génie civil et entretien général des stations des réseaux  
hydrométriques et pluviométriques**

## PREAMBULE

*Le marché passé selon la procédure adaptée relatif **aux petits travaux de génie civil et entretien général des stations des réseaux hydrométriques et pluviométriques** s'exécute selon les conditions définies par le présent contrat.*

*Le présent contrat est composé de **20** articles répartis sur **10** pages, numérotées et paraphées.*

*Il est établi en **un (1)** original dont une copie est délivrée au titulaire du marché lors de sa notification conformément à son article 5. Seul l'original détenu par le ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables fait foi.*

## SOMMAIRE

- Article 1- **Parties** contractantes.
- Article 2- **Objet** du marché.
- Article 3- **Pièces constitutives** du marché.
- Article 4- **Durée** du marché.
- Article 5- **Notification** du marché.
- Article 6- **Bons de commande.**
- Article 7- **Exécution** et réunions de chantier
- Article 8- **Description et modalités** de réalisation des travaux
- Article 9- **Modalités** de réception.
- Article 10- **Engagements** du titulaire.
- Article 11- **Engagements** de la personne publique.
- Article 12- **Pénalités** de retard.
- Article 13- **Prix** des prestations.
- Article 14- Variation **des prix.**
- Article 15- **Modalités** de paiement.
- Article 16- **Recours** à la sous-traitance
- Article 17- Nantissement et cession **de créances.**
- Article 18- **Résiliation.**
- Article 19- Règlement des **litiges.**
- Article 20 – **Dérogations** aux documents généraux.

## Article 1- Parties contractantes.

**Le titulaire :**

N° SIRET

CODE APE

dont le siège social est sis

dûment représenté par

exerçant la fonction de

et

**La personne publique : Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement  
107 boulevard de la Liberté 59041 LILLE Cedex**

**Pour l'exécution du présent marché,  
la personne publique est représentée par :**

La responsable de la cellule hydrologie

Marie-Laure FIEGEL

Tel : 03 59 57 83 86 Fax : 03 20 54 96 58

e-mail : [marie-laure.fiegel@npdc.ecologie.gouv.fr](mailto:marie-laure.fiegel@npdc.ecologie.gouv.fr)

et en son absence ou par intérim,

Le responsable de la maintenance des stations

Jean-Luc STAELENS

Tel : 06 73 88 02 78

e-mail : [jean-luc.staelens@npdc.ecologie.gouv.fr](mailto:jean-luc.staelens@npdc.ecologie.gouv.fr)

Lors de l'exécution du marché, le titulaire peut contacter par tout moyen (messagerie électronique, téléphone, fax) le représentant de la personne publique.

## Article 2- Objet du marché.

Le marché a pour objet la **réalisation de petits travaux de génie civil et l'entretien général des stations des réseaux hydrométriques et pluviométriques.**

Le marché est à bons de commande.

## Article 3- Pièces constitutives du marché.

- ☒ le présent contrat
- ☒ le cahier des clauses techniques particulières
- ☒ le bordereau des prix unitaires et forfaitaires
- ☒ le mémoire technique du titulaire
- ☒ la fiche signalétique du responsable et de l'équipe
- ☒ les bons de commandes
- ☒ le CCAG-Travaux
- ☒ le CCTG-Travaux
- ☐ autres : à préciser

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de travaux,
- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) constitué, pour les marchés publics de travaux de génie civil, par les fascicules figurant à l'annexe I au décret n° 88.534 du 4 mai 1988 et par ceux encore en vigueur qui sont récapitulés dans la liste annexée à la circulaire interministérielle (Economie et Finances et Urbanisme et Logement) n° 81.91 du 28 septembre 1981.

#### **Article 4- Durée du marché.**

Le marché est conclu pour une durée de **2 ans non reconductible** à compter de sa notification par la personne responsable du marché.

#### **Article 5- Notification du marché.**

La personne publique notifie le marché au titulaire par lettre avec accusé de réception.

#### **Article 6- Bons de commande.**

Chaque demande de travaux donne lieu à l'émission d'un bon de commande qui comprend au minimum les mentions suivantes :

- Nom de la personne publique
- Objet et numéro du marché
- Délai d'exécution des travaux
- Prix, quantité et montant unitaire HT/TTC

#### **Article 7- Exécution et réunions de chantier**

Le titulaire réalise les travaux décrits dans sa proposition conformément aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières et aux bons de commande émis par le représentant de la personne publique.

La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession. Il informe la personne publique, maître d'ouvrage, des difficultés de réalisation et des modifications proposées par le titulaire qui ne pourra les réaliser qu'après acceptation par le représentant de la personne publique.

En tant que de besoin, la personne publique organise des réunions de travail sur le terrain ou dans ses propres locaux pour constater l'état d'avancement des travaux selon le planning établi et le cas échéant et prévenir et régler les difficultés. Le titulaire est tenu d'y assister et de se faire représenter, au minimum, par le responsable du marché accompagné de toute personne dont la présence est manifestement nécessaire.

#### **Article 8- Description et modalités de réalisation des travaux.**

##### **8.1 Equipe et Chef d'équipe**

L'équipe d'intervention est définie par le titulaire lors du démarrage du chantier. Il désigne expressément le chef d'équipe. Toute modification de la composition de cette équipe ainsi que toute interruption dans la réalisation des prestations sont soumises à autorisation préalable et expresse de la personne publique. L'équipe du chantier est maintenue jusqu'à bonne fin des prestations.

Le titulaire signale à la personne publique, dès qu'il en a connaissance, toute démission, licenciement ou délivrance d'un congé légal supérieur à 5 jours affectant la composition de l'équipe et la bonne exécution des prestations. Tout remplacement s'effectue à niveau égal de compétence, d'expérience et de formation et sans augmentation du montant des prestations.

## **8.2 Calendrier des prestations**

Le planning détaillé de chaque prestation ou ensemble de prestations (délais d'intervention et d'exécution) est défini conjointement entre le titulaire et la personne publique pour chaque bon de commande.

Pour la réalisation des prestations de chaque bon de commande, les délais globaux peuvent varier entre :

- 3 jours ouvrés pour des urgences motivées dans des cas limités relatifs aux stations stratégiques pour la prévision des crues ou des raisons impératives de sécurité ;
- à 4 semaines.

Pour des chantiers d'envergure, la personne publique pourra porter exceptionnellement ces délais au-delà de 4 semaines.

Les bons de commande fixent également le planning de réalisation avec notamment les dates d'intervention sur les stations.

## **8.3 Communication des difficultés**

Le titulaire signale à la personne publique, dans un délai de **24** heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque d'interruption, de difficultés ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe le représentant de la personne publique par courrier électronique, par fax ou par téléphone, sous réserve, dans ce dernier cas, d'adresser un fax de confirmation au numéro indiqué dans l'heure qui suit.

## **8.4 Discretion et confidentialité**

Le titulaire s'engage pour lui-même et ses employés à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées.

En particulier, tous les renseignements obtenus sur les procédés de fabrication, les documents communiqués ou élaborés, les rapports et conclusions remis au maître d'ouvrage en exécution du marché sont strictement confidentiels et ne devront en aucun cas être communiqués à des tiers, ni utilisés pour des publications de mémoire, même de diffusion restreinte.

Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la réception du marché.

## **Article 9- Modalités de réception.**

La personne publique réceptionne les travaux à la demande du titulaire après réalisation entière des travaux et repli des installations de chantier. A l'appui de chaque demande de réception, le titulaire produit un rapport d'exécution des travaux comprenant :

- le résumé des opérations exécutées ;
- photos des sites avant et après exécution des travaux ;
- les plans d'exécution, le cas échéant ;
- les dates, heures, minutes des cotes relevées aux échelles des stations hydrométriques, le cas échéant, en début et fin de chantier ;
- Ainsi que les prescriptions du CCTP.

Cette réception fait l'objet d'un document écrit mentionnant les réserves éventuelles à lever par le titulaire du marché.

Les contrôles du maître d'ouvrage porteront sur des vérifications quantitatives et qualitatives (bonne exécution des travaux, bon réalignement des sondes de vitesses des stations ultrasons).

Le titulaire doit lever ces réserves dans un délai de 15 jours, en effectuant les améliorations ou modifications nécessaires à une bonne exécution des travaux.

En l'absence de réserves formulées par la personne publique, le titulaire est libéré de ses engagements à l'exception de ceux définis au point 8.4 du présent document.

Le titulaire ainsi que ses sous-traitants éventuels doivent justifier :

- d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et du Maître d'Ouvrage à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après les travaux, y compris sur l'existant ;
- et d'une assurance couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil. ».

**Les documents correspondants sont adressés chaque année civile à la personne publique au cours du premier trimestre.**

#### **Article 10- Engagements du titulaire.**

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des travaux. Toute inexécution de cette obligation par le titulaire, conduisant à une impossibilité pour la personne publique d'utiliser les travaux, peut déclencher la procédure de résiliation définie à l'article 18, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en prenant en compte toutes les sujétions d'exécution.

#### **Article 11- Engagements de la personne publique.**

La personne publique fournit toute information utile de nature à assurer le plein succès des travaux du marché au titulaire du marché pour l'exécution de sa prestation.

#### **Article 12- Pénalités de retard.**

Pour chaque bon de commande, le non-respect des délais d'exécution mentionnés au point 8-2 du présent document entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités de retard d'un montant de 2 % € HT (du montant de la commande) par jour de retard, sous réserve d'une adaptation explicite et acceptée des parties du calendrier prévisionnel établi pour chaque bon de commande.

#### **Article 13- Prix des prestations.**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux : charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation et sujétions réglementaires et techniques telles que frais de conditionnement, d'emballage, manutention, assurance, stockage, transport jusqu'au lieu de livraison et d'installation, amortissement, entretien et mise au point des matériels et véhicules utilisés, rédaction de rapports et correspondances, déplacement au siège du maître d'ouvrage et sur les sites des interventions, acquisition de tout matériel nécessaire à la bonne exécution des opérations, mesures de sécurité pour la réalisation des prestations.

Les prix sont fixés par le bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

Le maître d'ouvrage s'engage sur des quantités minimales définies à l'article 3 du CCTP.

Le montant maximum du marché est fixé à 180 000 € HT.

#### **Article 14- Variation des prix.**

Les prix sont fermes pendant la partie d'année comprise entre la date de prise d'effet du marché et la fin de l'année civile.

Pour les années civiles qui suivent, les prix sont révisibles par application de la formule suivante :

$$P = P^{\circ} \times (0.7 \times BT50 / BT^{\circ}50 + 0.3 \times TP06 / TP^{\circ}06)$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé
- P° est le prix initial fixé dans le bordereau des prix et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des prix du marché : novembre 2007
- BT50 est l'index « entretien-rénovation tout corps d'état » du mois de janvier de l'année pour laquelle le prix est révisé (exemple : index de janvier 2008 pour la révision des prix des travaux exécutés pendant l'année 2008).
- BT°50 est l'index « entretien-rénovation tout corps d'état » du mois du mois de remise des prix du marché : novembre 2007.
- TP06 est l'index « dragages maritimes et fluviaux » du mois de janvier de l'année pour laquelle le prix est révisé (exemple : index de janvier 2008 pour la révision des prix des travaux exécutés pendant l'année 2008).
- TP°06 est l'index « dragages maritimes et fluviaux » du mois du mois de remise des prix du marché : novembre 2007.

La révision est effectuée une fois par an dès que les index cités ci-dessus seront publiés au Moniteur Expert.

Pour la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum 4 décimales. Les arrondis seront traités de la façon suivante : si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4, la quatrième décimale est inchangée. Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9, la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Ces règles s'appliquent à chaque prix du bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

#### **Article 15- Modalités de paiement.**

##### **15.1- Avance forfaitaire.**

Il n'est pas prévu d'avance forfaitaire

##### **15.2- Facturation.**

Le titulaire présente deux factures maximum par bon de commande quand les prestations ont été réceptionnées et les éventuelles réserves levées par le représentant de la personne publique.

Une facture comprend :

- Le montant des travaux établi à partir du bordereau des prix unitaires et forfaitaires ou des prix nouveaux définis en cours de chantier, si nécessaire ;
- La révision des prix calculée selon les modalités fixées à l'article 14.

A compter de la réception de la facture, le paiement s'effectue dans un délai de 45 jours (délai global de paiement) par mandat administratif sur le compte bancaire suivant (joindre un RIB ou un RIP) :

Compte ouvert à l'organisme bancaire :																			
à :																			
Au nom de :																			
sous le										clé RIB :									
numéro :																			
code banque :										code guichet :									

Chaque facture est à faire parvenir en trois exemplaires (un original et deux copies) à l'adresse suivante : **DIREN Nord – Pas de Calais 107 boulevard de la Liberté 59041 LILLE Cedex**

Chaque facture comporte impérativement et de manière lisible les éléments suivants :

- le nom, la raison sociale ainsi que l'adresse du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- le détail des prestations référencées au bordereau des prix ;
- les montants HT et TTC ainsi que le taux et le montant de la TVA.

### 15.3- Intérêts moratoires.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, au taux légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

### Article 16- Recours à la sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché que sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par la personne publique et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant au sens de la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. La personne publique paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est supérieure à 600 € TTC.

Afin de s'assurer de cette acceptation et de permettre le paiement direct du sous-traitant ainsi agréé, le titulaire remet à la personne publique une déclaration précisant la nature de la prestation, l'identité sociale et bancaire du sous-traitant, les termes du contrat de sous-traitance ainsi que les attestations relatives à sa situation sociale et fiscale. Pour autant, il demeure le seul interlocuteur de la personne publique.

L'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité définie à l'article 8.4. s'applique dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s).

### Article 17- Nantissement et cession de créances.

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances selon les conditions prévues aux articles 106 à 110 et 117 du code des marchés publics. La



personne publique délivre, à la demande du titulaire, une copie certifiée conforme du présent document en un exemplaire unique.

## **Article 18- Résiliation.**

### **18.1- Résiliation aux torts du titulaire.**

A la demande expresse et motivée de la personne publique, le marché peut être résilié de plein droit en cas d'inexécution, de défaillance ou de non respect prolongé ou répétitif d'une ou plusieurs prescriptions contenues dans le présent contrat (et son bordereau des prix compris).

La résiliation s'effectue à l'issue d'un délai de préavis de 24 heures commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception.

La résiliation aux torts du titulaire ne donne lieu à aucune indemnité.

### **18.2- Résiliation pour motif d'intérêt général.**

La personne publique peut résilier à tout moment le présent contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation doit être dûment motivée. Le titulaire a droit à une indemnisation fixée à 4 % de la valeur hors taxes de la partie résiliée des bons de commande en cours d'exécution, augmentée du montant de la TVA selon le taux en vigueur au jour de la résiliation.

Le titulaire a droit au paiement des prestations réalisées mais non prescrites dès lors qu'il apporte la preuve qu'elles étaient indispensables à la réalisation de celles effectivement réclamées et qu'elles n'avaient pas fait l'objet d'une opposition expresse de la personne publique.

## **Article 19- Règlement des litiges.**

### **19.1- Mode de règlement à l'amiable.**

#### **19.1.1- Recours à la transaction.**

Avant toute autre procédure, les parties recourent à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil afin de prévenir toute contestation à naître ou de terminer toute contestation née de la mauvaise exécution ou de l'inexécution du présent contrat. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur sur la responsabilité des parties au contrat pour le même objet.

#### **19.1.2- Comité consultatif de règlement à l'amiable des litiges.**

En cas d'échec dûment constaté de la tentative de transaction, les parties recourent au comité consultatif national de règlement à l'amiable des litiges en application des dispositions combinées de l'article 131 du code des marchés publics et du décret n°2001-797 du 3 septembre 2001 pris pour son application.

#### **19.1.3- Règlement juridictionnel.**

En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lille

## Article 20 – Dérogations aux documents généraux.

L'article 12 (pénalités) du présent document déroge à l'article 20.1. du CCAG Travaux.

Fait en un seul original	
A : <input type="text"/> le : <input type="text"/>	
Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) du/des prestataire(s) :	
Visa du contrôleur financier	Signature du représentant du pouvoir adjudicateur